

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPMENT
RURAL**

DISCOURS

**DE MONSIEUR Abdelwahab NOURI
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU
DEVELOPPEMENT RURAL**

**A l'occasion de la 10^{eme} Réunion des Ministres de
l'Agriculture des Etats, Membres du Centre International
des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes
CIHEAM**

Alger le 06 Février 2014

- **Messieurs les Ministres et chers collègues,**
- **Mesdames et Messieurs les chefs de délégations,**
- **Monsieur José Graziano Da Silva, Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO),**
- **Monsieur le Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe,**
- **Monsieur Adel El Baltagy, Président du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM),**
- **Monsieur le Secrétaire Général par intérim du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM),**
- **Excellences Messieurs les Ambassadeurs et représentants des organisations régionales,**
- **Mesdames et Messieurs les députés,**
- **Mesdames et Messieurs les représentants de la Presse nationale et étrangère,**
- **Honorable assistance,**
- **Mesdames et Messieurs,**

Permettez moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue à nos distingués invités ; Ministres, Chefs de délégations, Représentants des Organisations Internationales et Régionales qui nous ont honorés de leur présence et ont bien voulu participer aux travaux de cette rencontre, à laquelle je souhaite plein succès.

Rehaussée par la présence de Monsieur José Graziano Da Silva, Directeur Général de la FAO, cette 10^{ème} réunion des Ministres de l'Agriculture des Etats Membres, qui s'inscrit dans le cadre des rencontres périodiques organisées par le CIHEAM, aura sans doute un impact particulier, puisqu'elle va traiter d'un sujet éminemment important, à savoir la sécurité alimentaire, qui intéresse directement des millions de citoyens de notre région.

C'est une question également qui nous préoccupe en premier lieu, en tant que Ministres de l'Agriculture, chargés d'apporter des solutions durables et des réponses concrètes aux attentes de nos populations.

**Honorable assistance,
Mesdames et Messieurs**

Je saisis également cette occasion pour rappeler ici, le travail remarquable qu'accomplissent, depuis un demi siècle, les femmes et les hommes qui dirigent le CIHEAM, et à leur tête Monsieur Adel El Baltagy, Président du Centre et son secrétaire Général par intérim. Par leurs efforts, ils ont permis à cette institution de contribuer avec efficacité à la promotion de la recherche, de la formation et de la coopération entre nos pays dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et du développement des territoires ruraux. Elle est devenue ainsi, une institution de référence, dont les travaux pertinents concourent à une compréhension plus fine des grandes questions qui se posent à notre région dans divers domaines.

Qu'ils sachent que nous apprécions leurs efforts à leur juste valeur et qu'ils en soient vivement remerciés

Aussi, n'est-il pas opportun d'évaluer en toute objectivité, les résultats obtenus par cette institution, dans le cadre des missions qui lui sont assignées et le rôle qu'elle a joué depuis sa création, pour étudier ensemble, les possibilités de lui confier de nouvelles missions adaptées au contexte actuel de la mondialisation, telle celle qui porte sur le suivi des marchés internationaux, notamment à travers le système d'information «AMIS » et « AMIS Méditerranée», au regard de l'instabilité des marchés, de la volatilité des prix et de la spéculation sur les produits alimentaires qui constituent une source d'inquiétude pour nous tous.

Cette question a fait l'objet d'une analyse approfondie à l'occasion de la réunion des Ministres de l'agriculture du dialogue des 5+5, tenue à Alger le 27 Novembre 2013, que j'ai eu le plaisir de coprésider avec Monsieur Stéphane LE FOLL, Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de la République Française.

**Honorable assistance,
Mesdames et Messieurs**

Nul n'ignore que la Mer méditerranée a été et demeure, le berceau de civilisations millénaires et un ciment pour les peuples et les Etats de la région unis par l'histoire et les cultures.

Bien que différenciés par la géographie des territoires, les appréhensions différentes dans le domaine de la sécurité alimentaire, s'expriment dans une problématique qui se pose, en des termes différents d'une rive à l'autre de la Méditerranée, en raison des disparités de développement économique et social qui existent entre elles, des réalités agro-écologiques qui y prévalent et des politiques que les Etats mettent en œuvre.

En effet, c'est parler, d'une part, des puissances agricoles appartenant à un espace géoéconomique fortement intégré, où la question cruciale de la disponibilité des produits agricoles et alimentaires ne se pose plus depuis des décennies et, d'autre part, de pays qui, à quelques rares exceptions, contribuent de manière très marginale à la globalisation des échanges agricoles, possèdent une agriculture aux performances généralement faibles et sont fortement soumis aux aléas climatiques, le plus souvent défavorables (sécheresse et désertification) et au manque de financements, qui les rendent dépendants des marchés internationaux pour approvisionner leurs populations en produits alimentaires de base.

Il est vrai que la dépendance que connaissent ces pays, notamment pour les importations nettes de céréales, de lait, d'oléagineux et de sucre, est aggravée, comme on le sait, par des hausses récurrentes des cours mondiaux de ces produits, qui grèvent sérieusement leurs budgets, pour nourrir une population marquée par une démographie de plus en plus importante et de plus en plus exigeante face aux changements des modèles de consommation. De même que cette situation, constitue également un handicap pour toute perspective de développement économique et social de ces pays

Dans ce cadre, il est reconnu que la diète méditerranéenne, constitue, à ne point douter, un patrimoine commun aux pays de la région, qui pourra servir de rempart contre toute forme de gaspillage des produits alimentaires, au moment où malheureusement de nombreuses régions de la planète souffrent de la faim et de la malnutrition.

Dans ce contexte, garantir à nos populations, une alimentation saine, en qualité et quantité suffisante, se présente donc comme une priorité, tant l'acte de se nourrir est tout aussi universel que vital.

**Honorable assistance,
Mesdames et Messieurs**

Nous sommes pleinement conscients que les bases d'une sécurité alimentaire durable résident dans le développement de l'agriculture et d'une manière générale des territoires ruraux. En conséquence, le secteur agricole joue un rôle fondamental dans les équilibres économiques, sociaux et territoriaux, de l'ensemble des pays, secteur qu'il faudra développer dans un cadre concerté entre tous les acteurs.

Je suis, pour ma part convaincu, que les expériences que nous avons capitalisé nous renforcent dans notre volonté de mettre en place une véritable politique de développement agricole, basée sur un partenariat mutuellement avantageux, qui tienne compte à la fois des impératifs de protection de l'environnement, de la préservation des ressources naturelles et des contraintes structurelles et conjoncturelles propres à chaque pays, pour apporter communément des réponses probantes aux menaces réelles que véhiculent les conséquences de l'insécurité alimentaire.

**Honorable assistance,
Mesdames et Messieurs**

En Algérie, nous considérons que la sécurité alimentaire est un élément important de notre souveraineté nationale; c'est un objectif que nous poursuivons et un défi que nous ambitionnons de relever.

En effet, le secteur de l'agriculture en Algérie est considéré comme une priorité nationale pour laquelle, l'Etat a mobilisé tous les moyens nécessaires pour assurer un développement harmonieux de l'ensemble des filières.

Dans cette perspective, le pays a mis en place un plan national de développement agricole et rural ambitieux, visant la consolidation de la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales ainsi que le renforcement de leur pouvoir d'achat. Ce programme s'articule notamment autour des points suivants:

- la réalisation de milliers de logements au profit des populations rurales,
- le raccordement des populations à l'énergie électrique, au gaz naturel, à l'eau potable et à l'assainissement.
- la réalisation d'établissements scolaires et de santé publique dans les villages les plus reculés,
- l'extension des réseaux d'électrification aux exploitations agricoles,
- l'ouverture des pistes agricoles pour désenclaver les populations pour leur permettre la mise en valeur et l'exploitation de leurs terres,
- la mobilisation des ressources en eau pour l'agriculture,
- l'introduction des systèmes d'irrigation économeurs d'eau,
- l'extension des superficies irrigables.

La mise en œuvre de ces actions a été renforcée :

- par la mise en place d'un système de financement de l'agriculture à travers des crédits à taux d'intérêts bonifiés, adaptés aux différents besoins, qu'ils soient de campagne ou d'investissement,
- par les facilitations des différents dispositifs de soutien qui ont permis de relancer l'investissement dans l'agriculture,
- ainsi que l'assistance technique, la formation et la vulgarisation adaptées aux besoins du monde agricole et du monde rural en général.

Tous ces programmes de développement visent à réunir les conditions d'une relance de l'agriculture d'une manière générale et de l'agriculture familiale en particulier d'autant que la FAO, a consacré, l'année 2014, comme étant l'année de l'agriculture familiale, suivi par une décision prise lors du 22^{ème} sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union Africaine, tenu le 30 janvier 2014 à Addis-Abeba, déclarant l'année 2014, année de l'Agriculture Africaine

Mesdames et Messieurs

Honorable assistance,

L'Algérie, comme vous le savez, a franchi de grandes étapes dans la consolidation du développement durable grâce à la bonne gouvernance impulsée par son excellence le Président de la République, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, à travers les programmes de développement qui font l'objet d'un suivi permanent.

Les résultats obtenus démontrent la pertinence de cette stratégie, comme l'illustrent la réhabilitation de l'activité agricole et la création de multiples créneaux d'investissements pour la promotion d'une agriculture productive et moderne. Ce sont, ces avancements, qui nous encouragent à poursuivre les efforts consentis afin de les consolider et les rendre irréversibles.

La concrétisation des actions évoquées, a permis à l'Algérie de produire plus de 70% de ses besoins en produits agricoles, résultat qu'il faut obligatoirement améliorer pour asseoir en priorité la sécurité alimentaire du pays ; cette ambition est confortée par un taux de croissance moyen annuel de 14% en volume de la production agricole.

Ces résultats ont permis également à l'Algérie d'atteindre avant terme, le premier objectif inscrit parmi les huit objectifs du Millénaire pour le Développement à savoir « Réduire l'extrême pauvreté et la faim » et qui constitue le principal sujet de préoccupation mondiale pour la FAO.

Honorable assistance,

Mesdames et Messieurs

Il n'échappe à personne que la lutte contre la faim et la malnutrition et d'une façon générale, l'insécurité alimentaire, concerne de nombreuses régions à travers le monde.

Cette situation nous impose à coordonner nos efforts dans une coopération mutuellement avantageuse pour relever ce défi planétaire, en priorité par l'amélioration de la production agricole dans son ensemble.

Il est utile de rappeler que la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que les traités et accords internationaux, ont consacré le droit à l'alimentation comme un droit fondamental de l'homme. Aussi la communauté internationale est plus que jamais interpellée, à mettre tout en œuvre, pour assurer l'alimentation nécessaire en qualité et quantité suffisante à l'ensemble de l'humanité, car nous considérons que la prolifération de la faim et de la malnutrition est une atteinte à la dignité de la personne humaine.

Ce qui est réconfortant pour le moment, c'est sans doute cette prise de conscience collective de la communauté internationale d'agir ensemble et rapidement pour une meilleure prise en charge du problème de l'insécurité alimentaire.

C'est pour cette raison, que nous tenons à souligner le rôle que joue la FAO et son directeur général, Monsieur **José Graziano Da Silva** et les efforts déployés dans l'action de lutte contre la pauvreté et la malnutrition à travers le monde.

Il s'agira d'accompagner cette institution internationale pour consolider ces acquis par une mobilisation de l'ensemble des acteurs au niveau tant national que régional.

C'est ainsi que l'Algérie, fidèle à ses principes de solidarité et d'entraide, n'a épargné aucun effort, pour venir en aide à certains pays amis, en participant à l'allègement de leur endettement qui a lourdement pesé sur leur capacité à assurer leur sécurité alimentaire.

Ce sont là quelques idées que j'ai tenu à partager avec vous à l'occasion de cette rencontre qui revêt pour nous tous un intérêt tout à fait particulier.

Avant de terminer cette allocution, je tiens à réitérer la bienvenue à nos invités, pour leur participation à cette importante rencontre dont j'espère, que les recommandations et les décisions seront à la hauteur de nos ambitions communes et légitimes.

Je vous remercie pour votre aimable attention.